Pas-de-Calais
Le Département

ASSEMBLEE PLENIERE DES 29 ET 30 JUIN 2017

Rapport n° 4 – Compte administratif de l'exercice 2016 – Compte de gestion – Détermination du résultat
Rapport n° 8 – Budget supplémentaire de l'exercice 2017 – Affectation du résultat

JEAN-MARC TELLIER

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Si vous le permettez, Monsieur le Président, j'interviendrai au nom du groupe communiste à la fois sur le Budget supplémentaire et sur le Compte Administratif 2016.

Mais avant toute chose, je voudrais m'arrêter sur le contexte dans lequel se tient notre session.

Depuis février, date de notre dernière séance, nous avons un nouveau chef de l'Etat à la tête du pays, Emmanuel Macron, qui dispose également d'une majorité absolue et écrasante à l'Assemblée Nationale.

C'est une situation singulière et par bien des aspects, inquiétante. Inquiétante car, en réalité, ce gouvernement et cette assemblée ne reflètent en rien la volonté de changement d'une majorité de citoyens dans le pays. Tout a été fait pour brouiller les cartes : les transfuges des députés opportunistes PS, LR et Vert , la nomination d'un 1er ministre de droite et une gauche divisée ont contribué à semer la confusion dans le pays.

L'abstention record qui a marqué les législatives : 57,4% de moyenne en France, 55,15% dans le Pas-de-Calais confirme la crise de confiance entre les citoyens et leurs élus. La défiance est installée durablement, alimentée par les scandales.

Elle a permis à l'extrême droite de rafler 4 postes de députés dans le Pas-de-Calais, de rayer de la carte, Monsieur le Président, les députés socialistes et de barrer la route à un député Communiste.

Le Département du Pas-de-Calais n'a donc aucun député de Gauche à l'Assemblée Nationale, un comble pour une terre ouvrière meurtrie et malmenée par la casse industrielle, les politiques libérales et anti-sociales de ces dernières décennies.

Ce n'est pas le Front National qui a gagné les élections dans le Bassin Minier. Ce sont les renoncements de la Gauche et l'obsession du gouvernement Hollande à poursuivre et à accentuer les politiques libérales européennes amorcées par Nicolas

Sarkosy qui ont privé les habitants de représentants progressistes et porteurs des valeurs de changement.

Aujourd'hui, les salariés, les jeunes et les retraités vivent plus mal tandis que les multi nationales et les actionnaires se portent mieux que jamais ! c'est aussi simple et cruel que cela !

Que dire alors de notre Compte administratif et de notre Budget supplémentaire dans ce climat ?

Nous approuverons bien entendu le Compte administratif car il correspond aux engagements pris au sein de la majorité et à nos votes budgétaires en 2016, tout comme nous voterons le Budget supplémentaire qui correspond essentiellement à des ajustements.

Le Compte administratif 2016 met clairement en évidence les désengagements de l'Etat maintes fois dénoncés ici avec 48 millions de moins en 2016 sur les dotations (moins 68 millions en 2017). Nous notons par contre avec satisfaction que notre capacité à investir nous permettra de tenir notre engagement de 1 milliard sur le mandat.

Bien entendu, nous ne sommes pas du tout sereins quant à l'avenir puisque les annonces du gouvernement Macron vont dans le sens d'une poursuite de l'assèchement des finances locales avec :

- un nouveau plan de purge des finances publiques à 5 ans
- la suppression de 70 000 postes de fonctionnaires
- la disparition de nombreux départements
- et la fragilisation des populations avec la casse des protections du Code du travail annoncées par ordonnance pour cet été !

Mais, malgré ce contexte difficile, malgré tout ce que l'on veut faire croire aux gens, la pièce du « tout libéral » n'est pas jouée et, pour notre part, nous n'abandonnerons en aucun cas notre combativité.

Nous sommes ici encore élus pour 3 ans.

Il est plus que jamais nécessaire pour notre majorité départementale de conforter nos choix budgétaires afin de pouvoir continuer à investir dans le Département dans l'intérêt des gens.

Et même si la Cour des comptes semble nous demander le contraire, il est plus que jamais nécessaire de conforter nos politiques sociales et celles au plus proches des habitants et des territoires.

Je vous remercie.